

Débat sur

L'industrie à la croisée des chemins

Restitution de Mohamed Ennabi

L'ACE n'a pas manqué d'évoquer la crise à la fois politique, économique, sociale, technologique et civique qui empêche les chefs d'entreprises de dépasser les problèmes devenus structurels, au risque de condamner l'avenir industriel du pays. Ils attendent de l'Etat qu'il soit à la fois acteur et stratège en mettant en œuvre des stratégies industrielles tournées vers le futur, avec des orientations audacieuses et claires à même de mettre fin à la désindustrialisation rampante qui menace.

La relance est nécessaire qui exige une analyse profonde des difficultés de l'heure et une vision anticipative des filières d'avenir, mais aussi une volonté politique ferme de mener à leur terme les réformes indispensables et de pallier aux carences de gouvernance affectant l'ensemble du secteur.

De nombreux défis sont à relever pour repositionner les entreprises tunisiennes sur le marché international. Ceux de la modernité, de la qualité et de la performance que seuls garantissent les progrès technologiques et la formation permanente des ressources humaines.

Il revient à l'Etat d'accélérer la transformation structurelle de l'industrie manufacturière, locomotive des exportations nationales avec, notamment, les industries textiles et habillement, agroalimentaires, mécaniques et électriques qui concentrent l'essentiel des IDE et des emplois.

Les nombreuses entreprises du tissu industriel assurent une grande partie des exportations totales du pays. L'industrie manufacturière est cependant restée cloisonnée dans des activités à faible valeur ajoutée. L'augmentation des exportations, de la valeur ajoutée et du contenu technologique, celle du taux d'investissement public, privé et étranger ainsi que de l'emploi, seraient les enjeux du futur dans le cadre d'un plan de relance du secteur visant une remontée résolue dans la chaîne de valeur par la maîtrise volontariste des nouvelles technologies et l'innovation.

C'est pour permettre à la Tunisie de rebondir afin d'embaucher davantage et de produire que le Forum Ibn Khaldoun pour le Développement a organisé, le 2 Novembre 2021, un débat sur la ré-industrialisation de la Tunisie, introduit et animé par Mr Afif Chelbi, ancien Ministre et Président du Conseil des Analyses Economiques.

1- Les grandes lignes de l'exposé introductif

-Une cassure de la dynamique historique de croissance industrielle.

Quoique résiliente depuis 2011, les industries manufacturières amorcent un véritable processus de désindustrialisation. Leur valeur ajoutée est passée de 18% du PIB à 15% en 2019. Et, contrairement au Maroc, nos exportations industrielles vers l'UE ont stagné, passant de 9,6 à seulement 10,2 Milliards d'Euros.

C'est ainsi que le secteur des composants automobile a vu notre part du marché de l'UE passer de 0,23 à 0,14% et celui du textile de 4 à 2,5%.

L'ensemble des indicateurs relatifs à l'environnement des affaires a conduit à un recul de 55 places dans le classement de Davos, passant du 32^{ème} au 87^{ème} rang.

Ce processus de désindustrialisation conduirait progressivement la Tunisie à ne plus être partie prenante du monde de la création de valeur. Il est le résultat, non pas d'un contexte international défavorable, mais la conséquence d'un contexte national perturbé et d'une politique délibérée favorisant l'importation au détriment du système productif national.

- Des politiques de « désarmement » industriel.

L'Etat stratège se doit d'avantager les activités de production par rapport à toutes celles liées à l'importation ou au secteur de l'immobilier.

Ce que l'on constate, au contraire, ce sont :

- En amont, une politique remettant en cause les mesures de sauvegardes de la production nationale : contrôles techniques à l'importation et droits de douane élevés.
- En aval, une réduction, sinon l'abandon, de la plupart des leviers de politique industrielle : abaissement du ratio des aides fiscales et financières par rapport au PIB. C'est ainsi que le budget du FOPRODI a été divisé par 3 entre 2010 et 2018.
- Une baisse, sinon un blocage, des programmes aussi bien horizontaux que sectoriels d'appui à l'industrie.
- Une aggravation des dépenses de fonctionnement et une baisse drastique des dépenses, déjà réduites, d'investissement, du fait de la perte de notre indépendance financière.
- La centralité, incontournable malgré tout, de l'industrie dans l'offre d'activités à haute valeur ajoutée, intensives en main d'œuvre qualifiée.

- Rétablir la confiance : Pactes de compétitivité et industrie 4.0

La nécessité s'impose de rétablir la confiance et de remobiliser les opérateurs et les secteurs pour réamorcer le développement industriel de la Tunisie, à travers un Etat de droit, une vision et un modèle renouvelé : plus ambitieux technologiquement et internationalement, plus équilibré socialement et régionalement, plus durable en matière écologique et énergétique.

Le nouvel écosystème entrepreneurial doit assurer, outre les infrastructures de haut niveau, des connections efficaces, avec des administrations, des institutions d'appui, de financement, de formation et de recherche.

Il gagnerait à être basé sur un « pacte de compétitivité » qui mobiliserait l'Etat et les secteurs dans le cadre de l'initiative industrie 4.0.

Une vingtaine de pactes sectoriels constitueraient le cadre contractuel du Plan 2021-2025.

Une centaine de mesures couvriraient les 6 piliers de compétitivité que sont :

La levée des entraves et les incitations, les infrastructures, le développement technologique, le financement, l'emploi et la formation, un nouveau pacte social pour une prospérité partagée, outre les dizaines de mesures spécifiques aux filières.

Les objectifs globaux assignés aux pactes, à l'horizon 2025, viseraient des exportations de l'ordre de 70 Milliards de dinars, à 35% de contenu technologique.

Un raccourci technologique devrait pouvoir faire de la Tunisie une partie prenante de l'industrie 4.0.

En conclusion :

Les ressources humaines de la Tunisie sont à même de lui permettre de faire face aux incertitudes et de saisir les opportunités offertes par les évolutions technologiques. Elles n'auront cependant pas droit à l'erreur.

2-Discussion et recommandations

Le débat qui a suivi la conférence a permis d'évoquer un certain nombre de questions.

- 1- La nécessité pour le secteur industriel de bénéficier d'un « plan de relance » pour pallier le sentiment de menace qui pèse sur les opérateurs, consécutif à l'immobilisme que l'on observe, au départ des cadres et à la compétition sur les ressources humaines.
- 2- La promotion de l'innovation et de la compétitivité afin de pallier le besoin de mesures de sauvegarde du secteur, en remplaçant le travailleur non qualifié par le diplômé pour tirer le meilleur parti de la dynamique de relocalisation en Europe.
- 3- L'avantage comparatif de la Tunisie est de pouvoir produire vite et bien pour l'Europe en ciblant des secteurs particuliers. C'est ainsi que la politique des quotas pour les voitures avait eu un bon résultat.
- 4- Le système de formation professionnelle doit viser l'opérationnalité de l'apprenant. Ce qui suppose un lien avec l'industrie et nécessite une réelle volonté politique de réforme stratégique.
- 5- La réduction des incitations en faveur de l'industrie et le blocage des programmes d'appui semblent avoir un caractère délibéré qui implique la responsabilité directe des dirigeants dans la désindustrialisation du pays.
- 6- Les opérateurs industriels souffrent des processus trop longs avant d'accéder aux investissements, de bénéficier des avantages fiscaux et d'obtenir les données fiables indispensables.
- 7- La nécessité absolue de promouvoir d'abord la production industrielle, dans le cadre d'une stratégie spécifique à chaque secteur pour y développer la technologie choisie, avant de la faire évoluer par l'innovation en second lieu, afin de ne point privilégier l'importation sauvage propre au système ultra libéral.
- 8- Il y a lieu de tenir compte de tout éventuel décrochage technologique et d'avoir une lecture prospective des métiers, dans la mesure où la tendance se dessine chez les industriels de vendre non plus le produit mais uniquement la fonction qu'il remplit.
- 9- La Tunisie a un potentiel de développement très fort de l'industrie pharmaceutique et de la recherche-développement en ce domaine. Elle pourrait, de ce fait, constituer un terrain idéal d'essais cliniques au service des sociétés médicales.
- 10- L'avenir du développement industriel de la Tunisie est, sans conteste, organiquement lié au marché européen qui compte 400 millions de personnes. De ce fait le pays mériterait de bénéficier d'un « plan Marschal » opérationnel pour se doter de vrais « îlots de dynamisme » structurant l'aménagement de l'ensemble du territoire.

En conclusion :

Dans la perspective d'une réelle économie productive (à l'inverse de l'économie de rente), la Tunisie se doit de promouvoir une industrie à valeur ajoutée, innovante technologiquement, à fort potentiel d'exportation, à forte employabilité, inclusive territorialement, respectueuse de l'environnement et assurant une durabilité de l'exploitation des ressources.

Recommandations :

- La ré-industrialisation nécessite le rétablissement de la confiance des investisseurs dans la capacité des acteurs en charge des affaires à mettre en œuvre une politique de relance de la production par l'amélioration de l'environnement des affaires et l'appui au partenariat public-privé.
- La reconquête des positions perdues en matière d'exportation devra se faire dans le cadre d'un développement industriel qui limite, autant que possible, la dégradation des ressources naturelles, les pollutions, la production de déchets solides et ce, en encourageant, notamment, l'industrie propre, la production circulaire et en utilisant les nouvelles écotecnologies. L'objectif sera de garantir à cette reconquête les meilleures conditions de compétitivité sur le marché international ainsi qu'une bonne intégration dans la dynamique socio-économique du pays.

Mot clés : Industrie Tunisienne, désindustrialisation, pacte de compétitivité

[Document de base : L'industrie tunisienne à la croisée des chemins.](#)

[Désindustrialisation VS Industrie 4.0](#)

[Afif CHELBI Novembre2021](#)